Formation Spécialisée en Santé Sécurité et Conditions de Travail du 27 juin 2023
Déclaration liminaire

Monsieur le président par intérim,

Solidaires Finances Publiques 52 regrette que cette première réunion de la Formation Spécialisée du CSAL ait été programmée si tardivement ; 7 mois se sont écoulés depuis les élections professionnelles de décembre 2022.

Nous déplorons que la DGAFP n'ait pas jugé opportun de mettre à disposition, tant aux administrations qu'aux élus, les documents permettant d'enclencher le bon fonctionnement des nouvelles instances. A ce jour, nous constatons que le règlement intérieur est encore et toujours aux abonnés absents. Ce manque d'anticipation questionne évidemment sur l'attention portée au dialogue social dans la Fonction Publique.

Solidaires Finances Publiques 52 déplore l'absence ce jour, du médecin du travail et de l'assistante sociale, excusées pour des contraintes calendaires. À ce titre, nous vous rappelons que l'administration se doit d'établir annuellement un calendrier prévisionnel des instances. En effet, la présence de l'ensemble des acteurs de prévention est essentielle pour garantir des échanges nourris et pertinents concernant les sujets à l'ordre du jour.

A l'heure où la DGFIP s'interroge sur son attractivité et met en œuvre d'importants moyens vis-à-vis de l'extérieur pour séduire et attirer des candidats potentiels aux concours et aux appels de candidatures, il est urgent qu'elle se préoccupe également de son attractivité « vue de l'intérieur ».
Il est urgent de remotiver les agentes et les agents. Cela passe notamment par de meilleures perspectives de promotions, une meilleure considération des agents et agentes qui font tourner la DGFIP, un ralentissement des réformes multiples qui se succèdent sans laisser le temps de s'approprier l'existant.

Tous les jours, nous rencontrons des agents et des agentes déboussolés, en quête de sens et de reconnaissance, qui n'en peuvent plus d'être confrontés à des applicatifs qui ne fonctionnent pas.
Une pause s'impose dans la restructuration des missions ! Elle est capitale pour la santé physique et psychique des agentes et des agents.
Ce climat anxiogène n'est bon pour personne. Il existe aujourd'hui bien peu de mesures concrètes pour soutenir humainement et professionnellement les agentes et les agents.

Et ce n’est pas le message du Directeur Général commentant les résultats de l’Observatoire Interne qui va pouvoir rassurer, ni le nouveau mode d’évaluation professionnelle.
Il est urgent de constater que l’entêtement à supprimer sans cesse des emplois met également en danger l’organisation du travail.
La DGFIP ne récolte finalement que ce qu’elle s’est entêtée de semer !!